



# Les forces existent pour bloquer et commencer à Inverser les contre-réformes structurelles poursuivies par Macron et son gouvernement.

**Personne ne découvre, soudainement en cette fin d'année 2018, le niveau de mécontentement, de colère et de détresse sociale dans notre pays.**

Les conditions de vie et de travail se dégradent depuis 35 ans, de façon accélérée depuis 10 ans. Les salaires, les retraites (les allocations) de la grande majorité ont décroché, de 2 à 10% suivant les études officielles, dans cette dernière période. En même temps, les dépenses contraintes des ménages – logement, énergie, transports, reste à payer pour se soigner, frais dans les EHPAD etc. – n'ont cessé d'augmenter sous le coup des politiques de casse des services publics et d'encouragement à la spéculation financière.

**Car c'est bien le résultat d'une politique structurelle de casse des statuts du travail, de concurrence de tous contre tous, de démantèlement de la sécurité sociale, de l'assurance chômage et des services publics qui est la cause de cette situation.**

Ses profiteurs et commanditaires sont le patronat et le profit capitaliste. C'est une évidence bonne à rappeler. Ses coordinateurs, la Commission Attali, dont Macron était le secrétaire et dont le rapport inspire tous les gouvernements depuis Sarkozy, et l'UE estiment que la France est en retard. En Allemagne, en Italie, le démantèlement des acquis sociaux et démocratiques a pu être mené plus rapidement. Le salaire moyen allemand est désormais nettement plus bas que le français. Les taux de pauvreté et d'inégalité en Italie, Allemagne et au Royaume-Uni sont largement plus élevés que dans notre pays.

**Dans la ligne de mire de l'UE et du capital : la résistance de nos acquis sociaux qui a atténué les effets de la casse sociale provoquée par la dernière grande crise financière du système en 2008. En attendant la prochaine...**

**Ne laissons pas propager l'idée que le mouvement social, les grandes luttes, la lutte des classes en France, ces dernières années n'a servi à rien!** Imaginons où en seraient notre système de retraite (67 ans ?) s'il n'y avait eu la mobilisation, à 3 millions en jour ouvré (20 à 30 fois plus que les « gilets jaunes » le samedi), en 2010! Certes les dernières vraies victoires remontent à 1995 contre le Plan Juppé et à 2006 contre le CPE de Villepin. Mais le niveau de lutte général, notamment contre la loi Khomry en 2016 ou pour le monopole public SNCF en 2018, comptent considérablement dans le rapport de force. Une autre évidence bonne à rappeler face aux médias de l'idéologie dominante ! Des centaines de luttes, dans les entreprises, chaque semaine, poussent les revendications locales contre l'exploitation patronale et entretiennent le rapport de force national. Et, nous ne pouvons que nous réjouir, comme les forces patronales s'en désolent, que la lutte des classes se transmette de génération en génération avec l'essor du grand mouvement lycéen et étudiant contre la sélection et la marchandisation de l'enseignement.

**La politique de répression du pouvoir est très inquiétante.**

Elle ne date pas de Macron. Valls a su orienter contre le mouvement social le dispositif annoncé contre le terrorisme. Irresponsables ont été les députés de « gauche » qui ont soutenu l'état d'urgence, transformé depuis en répression permanente.

Le 1<sup>er</sup> et le 8 décembre, le pouvoir et ses médias ont chauffé à blanc les Gilets Jaunes et ont indiqué aux casseurs le chemin des Champs Elysées puis de l'Etoile à Paris, où la sécurité avait été plus que parfaitement assurée le 11 novembre lors de la visite de Trump et Poutine à l'Arc-de-Triomphe.

La répression sauvage, scandaleuse, du mouvement lycéen, avec des images dignes de dictatures à Mantes-la-Jolie, a renvoyé frauduleusement la responsabilité de la casse vers les lycéens et les jeunes des « quartiers ».

Cette propagande prépare le clap de fin, provisoire, du mouvement Gilets Jaunes, mais prépare le pire.

**Dans son intervention très étudiée du 10 décembre, Macron a lâché de fausses concessions à la population qui soutient les « Gilets Jaunes ».** L'abandon de la hausse de l'augmentation des taxes « écologiques » sur l'essence, une de nos revendications, avait déjà été annoncée par le premier ministre.

Macron a annoncé une exonération de hausse de CSG pour certains retraités, sous conditions de ressources. C'est un ballon d'oxygène pour eux mais cela continue d'annoncer une fiscalisation du financement de la Sécu et une fusion CSG – impôt sur le revenu.

Macron a copié Sarkozy dans la défiscalisation des heures supplémentaires qui vont concurrencer les créations d'emplois normalement rémunérés. La nébuleuse augmentation du SMIC de 100 euros et les nouvelles primes sont annoncées couplées avec de nouveaux cadeaux au patronat en termes de baisses de cotisations sociales. **Avec les Gilets jaunes, Macron accorde peu, très peu, aux salariés, et rien qui ne compromette la suite de sa politique structurelle de casse sociale.**

**Mais il octroie aux Gilets Jaunes une représentativité comme « partenaire » social du pouvoir.** Sur le mode populiste, pour contourner les organisations de salariés, Macron promeut un dialogue direct avec des représentants autoproclamés (choisis par qui ?) d'un peuple indéfini... Cet acte politique est très dangereux.

**Le mouvement « Gilets jaunes » est protéiforme, contradictoire à la base.** Nous ne pouvons qu'être en accord avec la majorité de l'opinion qui les soutient parce qu'elle condamne les impôts les plus injustes. Parmi les quelques dizaines de milliers de « Gilets jaunes » s'exprime une volonté d'action militante, qui peut porter le meilleur et le pire. Le mouvement n'est pas que spontané ! Un programme de 42 points, dont 3 sur l'immigration, ne tombe pas du ciel, surtout quand il ressemble tant à celui de  
.../...

l'allié du FN Dupont-Aignan. La transversalité Facebook fait le jeu de meneurs d'opinion, à peine dissimulés. Le « trop d'impôts » dérive vite en « trop de dépenses sociales ». Le « trop de charges » correspond à l'attente de tous les patrons, notamment des gros qui veulent la mort de notre Sécurité sociale.

**Un mouvement qui peut être soutenu à la fois par Mélenchon, Le Pen, Wauquiez et Hollande : quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup !**

Dupont-Aignan, Le Pen ne se sont jamais pointés dans les manifestations syndicales contre la casse des retraites ou du monopole public SNCF que Wauquiez et Hollande ont fait voter !

De concert avec Macron et l'ex-ministre, millionnaire du cosmétique, Hulot, pourtant caution de l'augmentation des taxes essence, les « Gilets Jaunes » se gardent bien de remettre en cause le consensus sur les sacrifices et cadeaux au grand capital au nom de l'apocalypse climatique. Plus grave, comme chez les « 5 étoiles » ou à la Ligue en Italie, chez les AFD en Allemagne, groupes populistes et/ou d'extrême-droite qui reprennent le gilet jaune, la polarisation de la campagne des élections européennes contre les immigrés s'annonce.

**Le mouvement « Gilets Jaunes » et son utilisation par le pouvoir nous poussent, plus que jamais, militants et organisations politiques et syndicales anticapitalistes, à faire**

**avancer nos actions et à ajuster nos mots d'ordre.**

Communistes, pour notre part, nous continuons à analyser le choix du système, en 2017, de dépasser l'alternance « gauche »/droite en torpillant médiatiquement Fillon et en promouvant Macron contre ce qui reste – encore pour combien de temps ? - le repoussoir d'extrême-droite.

Ce n'est pas dans le rétablissement de la gauche classique social-démocrate que viendra une issue, dans des accords électoraux pour plus ou moins d'intégration dans l'UE du capital, en faisant patienter les travailleurs d'ici une nouvelle mascarade électorale en 2022.

**Nous continuons à rechercher les convergences de lutte, à même de bloquer les réformes structurelles** que poursuit Macron, de commencer à les inverser.

On est passé très près en 2018, contre les directives européennes de concurrence – SNCF et RATP + - sur la défense des statuts du travail : El-Khomri/Ordonnances Macron/Fonction publique/ Entreprises publiques etc.

Nous partageons, à notre niveau de militants politiques, les questions, omniprésentes chez les militants syndicaux, avec les convergences, de luttes plus continues (et non « saute-moutons »).

**PROPOSITIONS DE REVENDICATIONS DE RUPTURE IMMEDIATES**

- ⇒ **Augmentation du Smic à 1800 brut net** et début de reconstitution d'une échelle mobile des salaires.
- ⇒ **Indexation des retraites, pensions et allocations sur l'évolution des salaires** (Non au vol de la revalorisation de 0,3% en 2019, en dessous de l'inflation !)
- ⇒ **Défense et rétablissement du salaire socialisé** : suppression pur et simple du CICE (20 milliards d'euros en 2018, 40 milliards en 2019 avec son cumul pour le patronat avec des exonérations nouvelles de cotisations sociales)/ **Extinction de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales**/ Suppression de la CSG et retour aux cotisations sociales.
- ⇒ **Fiscalité : abandon définitif de la fiscalité indirecte sur les carburants/ Rétablissement de l'ISF/ Création de nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu pour les plus hauts revenus.**
- ⇒ **Abandon du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu**, source de complexification, menace sur le recouvrement, préparation de la fusion avec la CSG contre le financement solidaire de la sécurité sociale.
- ⇒ **Transports** : rétablissement des monopoles publics SNCF et RATP contre les directives de l'UE du capital/ Renationalisation, sans indemnités, des sociétés d'autoroutes/
- ⇒ **Dépenses publiques** : annulation de la hausse de 1,7 milliards d'euros par an des dépenses militaires d'ici 2022, baisse des crédits militaires dès le budget 2019, abandon des programmes de production d'armes de destruction massive, dont le nucléaire militaire.
- ⇒ **Abandon des contre-réformes abaissant l'offre d'éducation publique dans les lycées, le niveau du Bac et de Parcoursup instrument de la pénurie et de la sélection dans l'enseignement supérieur.**

**Tous ensemble ? Oui ! Sur de vraies positions de rupture avec la politique au service de l'argent!**

**Organisez votre colère, faites le choix de la lutte, adhérez !**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Mail : .....

